

# DISCOURS

PRONONCÉ

PAR

L'Hon. M. Albert SÉVIGNY

(Ministre du Revenu de l'Intérieur)

À L'ASSEMBLÉE

DE

## WESTMOUNT

LE

JEUDI 15 NOVEMBRE

1917

98912

# DISCOURS

Prononcé à l'assemblée de

Westmount par

**L'HONORABLE ALBERT SÉVIGNY**

**Ministre du Revenu de l'Intérieur**

le 15 novembre 1917

---

M. le président, messieurs,

Cette division de Westmount-S.-Henri est certainement l'une des plus importantes du Canada par sa population ouvrière, industrielle, professionnelle et commerciale. C'est un grand honneur pour moi d'avoir reçu le témoignage de confiance que vous m'avez manifesté en m'offrant la candidature unioniste, mais avant de l'accepter je vous ai prouvé que je suis un bon unioniste en vous priant de faire ratifier votre choix par le premier ministre. Ce choix a été ratifié par mon chef et je le remercie ainsi que vous-mêmes de ce témoignage de confiance. Aujourd'hui, je commence avec vous une campagne électorale qui sera sans doute marquée d'incidents divers, mais couronnée du succès que nous attendons parce que nous avons décidé d'être actifs, vigilants et dévoués non pas pour moi, mais pour la grande cause qui nous unit. Je serai votre porte-drapeau et croyez bien que je ne laisserai pas l'ennemi s'en emparer parce que ce serait indigne de ceux qui luttent, souffrent et meurent pour la même cause que la nôtre sur la terre de France. Je ne serai pas toujours au milieu de vous parce que j'aurai à défendre le terrain conquis en janvier dernier dans Dorchester et sur lequel le même boche vient de diriger de nouveau son canon. Que je sois avec vous ou non, vous pourrez vous dire avec confiance que je suis à l'œuvre quelque

part afin de prouver à nos soldats, le 17 décembre, que Westmount S.-Henri et Dorchester sont avec eux dans leur glorieuse tâche.

Depuis le commencement de la guerre et même avant, lorsque j'ai voté pour la contribution de \$35,000,000, j'ai démontré que des erreurs du passé ne pouvaient m'empêcher de faire mon devoir et c'est jusqu'au bout que je le ferai.

Lorsque j'ai fait des erreurs, il s'en commettait de bien plus graves en France et en Angleterre, mais ces erreurs ont été reconnues et réparées. J'ai voulu réparer les miennes et à ceux qui persistent à me reprocher ce que j'ai dit en 1910 et 1911, j'ai bien droit de répondre que nous étions alors en paix et ignorants de la guerre qui nous menaçait. Ceux qui me font des reproches sont mille fois pires maintenant et ils opèrent leur œuvre criminelle dans le sang de nos soldats, les larmes de nos femmes et de nos orphelins, aux applaudissements des bourreaux de la Belgique et de la France.

Depuis plusieurs mois, un complot infâme a été organisé dans cette province pour soulever les passions et les préjugés de la population canadienne-française. Des hommes haut-placés ont donné le mot d'ordre d'empêcher de parler ceux qui font leur devoir et veulent dire au peuple que la patrie est en danger. Il est difficile de conserver son courage en présence d'une organisation comme celle qui me combat et qui, je le sais, ne reculerait pas à m'enlever traîtreusement la vie si cela pouvait être utile à ses desseins pervers. Malgré des souffrances qui sont connues de moi seul, j'ai résisté depuis longtemps à l'orage en me disant que nos soldats souffrent bien plus que moi dans les tranchées; que leurs mères, leurs pères, leurs sœurs, leurs fiancées, leurs veuves et leurs orphelins portent courageusement les angoisses et la tristesse de la guerre. Tous ces sacrifices des victimes de la guerre sont bien plus grands que les miens, et si je puis faire quelque chose pour les amoindrir ce sera une récompense suffisante pour me faire oublier ce que me coûte mon devoir.

Je crie mon mépris à ceux qui soulèvent les masses dans ma province; qui conseillent la désobéissance à la loi; qui font croire au peuple américain, au peuple anglais et au peuple français que

les Canadiens-français sont des peureux et des lâches. Ces gens-là prennent une responsabilité que je ne veux pas partager. Cependant, il m'aurait été facile d'aller avec eux; de soulever les préjugés et les passions de mes concitoyens et de passer à leurs yeux pendant quelque temps comme un grand patriote. Je n'en veux pas de cette popularité si contraire à la voix de ma conscience; je ne veux pas d'acclamations quand j'entends le râle de mes frères qui meurent au champ d'honneur. Ceux qui prêchent la lâcheté sont acclamés par des voix françaises de cette province; ceux qui font leur devoir sont acclamés par des voix françaises de ce pays et surtout par les Canadiens-français dans les tranchées et les soldats de la Marne et de Verdun.

Si ma voix pouvait être entendue, je dirais à mes chers compatriotes Canadiens-français que des hommes égoïstes, pour satisfaire leurs ambitions personnelles et pas autre chose, cherchent par tous les moyens les plus malhonnêtes à déshonorer la race canadienne-française. Je dirais à mes compatriotes de ne pas écouter ces appels des rouges et des nationalistes de notre province, car ils sont à nous préparer dans l'histoire de la grande guerre une page qui sera pour toujours honteuse pour notre race.

Ce soir, je fais appel aux hommes de bonne volonté des classes professionnelles, religieuses, industrielles, ouvrières et agricoles de ma province, et je leur demande d'agir pour empêcher l'œuvre néfaste des politiciens rouges et nationalistes qui veulent nous isoler non seulement au Canada mais partout dans l'alliance des peuples qui luttent contre le monstre allemand.

Aujourd'hui, je suis le seul Canadien-français dans le gouvernement de notre pays, mon collègue Blondin étant rendu au front, et je réalise mieux que tout autre que ma tâche est trop lourde. Si je suis un obstacle au rajustement de cet état anormal de notre représentation dans le gouvernement, je déclare que je suis prêt à céder ma place à d'autres et à retourner à la vie privée.

J'aurais pu refuser d'accepter le service militaire obligatoire, mais je jure devant Dieu et devant les hommes que c'eût été contraire au devoir que me dictait ma conscience. Après avoir pris connaissance de la situation exacte de ce qui se passe au front, je ne pouvais, comme ministre canadien-français, dire que

nous, les Canadiens-français, nous étions les premiers à refuser l'aide que nous avons unanimement promise jusqu'au bout depuis le commencement de la guerre.

Quand j'ai consenti à supporter une loi de service militaire obligatoire, je savais que cette loi avait pour but d'organiser notre pays dans cette crise, non seulement au point de vue militaire mais aussi au point de vue économique, et c'est pourquoi la loi du service militaire de 1917 dit que les tribunaux d'exemption devront tenir compte des besoins de l'agriculture, du commerce et de l'industrie au Canada.

Je sais bien qu'il est douloureux de dire à un jeune homme de quitter sa famille et sa position pour aller rejoindre l'armée canadienne au front, mais, comme homme public, j'ai un devoir à remplir, et si je refusais de l'accomplir c'est ma patrie que je déserterais et notre honneur national que je sacrifierais. Pourquoi veut-on qu'un Canadien-français soit le premier à lâcher? Qu'on réponde à cette question autrement que par des injures.

Quelle est la voix canadienne-française qui, au début de la guerre, s'est objectée à notre participation? Une seule, celle d'un colonel qui se réserve sans doute pour les luttes contre la prohibition à \$1,000 par lutte, comme c'est arrivé à Québec il y a quelques semaines, alors qu'il a injurié tout ce qu'il y a de bien trop respectable pour sa bouche empoisonnée.

A part ce brave officier de salon, nous avons été unanimes et c'est avec enthousiasme que nous avons accepté de seconder l'Angleterre qui avait joint ses forces à celles de la France et de la Russie. Et un jour, en 1916, nous avons vu ce même rebelle revêtir l'uniforme militaire pour faire sa part dans le grand conflit. Bien souvent auparavant, il avait fait des démarches pour obtenir des contrats ou une charge dans la milice avec un gros salaire. Quand il est arrivé en uniforme en 1916, il y eut un sentiment de révolte chez tous ceux qui se respectent dans ce pays et on lui a fait comprendre bien vite que l'armée canadienne ne pouvait tolérer un poltron de son espèce dans ses rangs.

A la Chambre, la députation canadienne-française a toujours été unanime à voter les crédits de guerre demandés par le gouvernement.

Une fois, je crois, un député qui n'était jamais présent parce que Médéric Martin lui avait payé ses services en le nommant à une position vu qu'il ne pouvait gagner sa vie avec sa clientèle, ce député, dis-je, fit la remarque que notre effort dans la guerre était trop considérable. Ce même député était fort mécontent parce qu'il n'avait pu obtenir la position de secrétaire parlementaire qu'il avait demandée. Je vous ai dit qu'il était absent presque tout le temps, mais cela ne l'empêchait pas de retirer sa pleine indemnité de \$2,500 par session. Que voulez-vous, il y a des gens qui n'ont que des privilèges!!

Au mois de janvier 1915, le premier ministre a déclaré au peuple du Canada que notre effort serait de 500,000 hommes. Quelques jours après, la session de 1916 commençait. Pas un député n'a blâmé le gouvernement de sa décision; aucune motion de censure n'a été présentée et tous les crédits de guerre ont été votés unanimement. Bien plus, le terme du Parlement était expiré et il était nécessaire d'avoir des élections au plus tard dans l'automne de 1916. Qu'est-il arrivé? Tous les députés ont consenti à faire amender notre constitution afin de prolonger d'un an le terme du Parlement. Donc, tout le monde depuis le mois d'août 1914, a consenti à notre participation; tout le monde a consenti à laisser partir nos braves soldats et quand ils défilaient dans nos rues, l'œil clair, l'âme courageuse, nous leur avons dit qu'ils étaient notre orgueil et de porter bien haut l'honneur du Canada; nous leur avons dit qu'ils ne cesseraient jamais d'être des nôtres et que nous prendrions soin de leurs parents, de leurs épouses et de leurs enfants. Ces braves venus de partout sur la terre canadienne ont traversé les mers, ont vécu dans les camps, et quand leur tour d'aller dans les tranchées fut arrivé, ils s'y sont rendus sans hésiter. Qu'ont-ils fait au front, en été, en automne, en hiver, depuis trois ans? Ont-ils jamais cédé devant l'ennemi? Non. Ont-ils dit qu'ils en avaient fait assez et qu'ils voulaient revenir? Non. Ont-ils eu peur de mourir par milliers aux côtés des soldats de France et d'Angleterre? Non. Ils nous ont donné pour notre plus grande gloire leurs exploits de St-Julien, Lange-mark, Neuve-Chapelle, Givenchy, Festubert, S.-Eloi, Courcellette, Vimy et ils ont reçu des Allemands ce témoignage que parmi les

soldats canadiens on ne fait pas de prisonniers. Ces soldats, ce sont mes frères, et à ceux qui me disent aujourd'hui que je suis un traître parce que j'ai voté pour la loi du service militaire, je réponds que les traîtres sont ceux qui abandonnent mes frères dans les tranchées; à ceux qui me disent Judas, je réponds que Judas a trahi le Christ après lui avoir promis d'être son disciple fidèle contre l'ennemi que le Sauveur est venu combattre sur la terre, et les Judas d'aujourd'hui sont ceux qui ont promis à nos soldats de ne jamais les abandonner, aussi longtemps qu'ils auraient à lutter contre la barbarie, et qui aujourd'hui sont prêts à les laisser mourir sans aller à leur secours, ou prêchent que nous ne devons rien faire de plus pour la sainte cause. Nous aurions voulu continuer notre participation au moyen du volontariat, mais nous avons constaté que ce système était épuisé et, en même temps, nous avons entendu un appel au secours qui nous venait de cette terre de France où se sont donné rendez-vous depuis trois ans les armées de tous les peuples, pour sauver la France et les puissances qui combattent avec elle contre l'ennemi commun. Cet appel ne venait pas des soldats français, ni des soldats anglais, mais bien de ceux que le peuple du Canada a envoyés et promis de soutenir. Que disait cet appel des tranchées? Ceux qui peuvent l'entendre sans émotion sont devenus sans doute endurcis par la longueur de cette terrible tragédie qui épouvante le monde depuis trois ans. En effet, certains hommes, qui étaient sans doute sincères au début de la guerre quand ils disaient que le Canada était directement intéressé dans le conflit et que nous devions faire tous les efforts pour supporter l'Angleterre et la France, se conduisent aujourd'hui comme s'ils ignoraient l'époque tragique, épouvantable dans laquelle nous vivons. Mais la grande majorité de notre population vit dans l'angoisse, et, pour le constater, il faut voir la consternation que jettent dans les cœurs les mauvaises nouvelles du champ de bataille. L'appel au secours de nos soldats a pénétré dans l'âme de notre peuple, et comment pouvait-il en être autrement? Après des combats héroïques, après des souffrances sans nom, nos frères nous demandent si nous sommes contents d'eux et si nous allons donner un peu de repos à ceux qui ne sont pas tombés au champ d'honneur, ou s'ils doivent

continuer la lutte seuls jusqu'au bout, sans espoir d'être remplacés, vu que le volontariat est épuisé.

Qu'on me permette d'aller dans les villes et les campagnes de ma province répéter cet appel venu du front. Qu'on me laisse parler au lieu de chercher à me tuer, comme l'organisation rouge de Québec l'a tenté dimanche dernier à S.-Anselme, et vous verrez cette population de nos villes et de nos campagnes s'émouvoir et répondre noblement que les tranchées immortalisées par la bravoure des Canadiens ne doivent pas être abandonnées, aussi longtemps qu'il y aura des Canadiens capables de prendre la place de leurs frères.

Au lieu de passer une nouvelle loi du service militaire, nous aurions pu mettre en vigueur l'acte de la milice de 1906 passé par l'administration Laurier. Cette loi de 1906 donne le droit de mobiliser nos troupes et de les envoyer en dehors du Canada. Quand cette loi de 1906 a été adoptée, le ministre de la justice du temps a déclaré qu'elle donnait pouvoir au gouvernement canadien d'envoyer des troupes aux Indes, si le gouvernement le jugeait à propos. Pourquoi le gouvernement Borden n'a-t-il pas appliqué cette loi de 1906? Parce que cette loi dit que la levée des recrues se fera au moyen d'un tirage au sort chez tous les hommes de 18 à 60 ans, mariés ou non, sans tenir compte des besoins du commerce, de l'agriculture et de l'industrie. L'effort du Canada est déjà considérable et il serait dangereux de le continuer sans méthode. La nouvelle loi autorise une levée de 100,000 hommes et donne droit à chacun des appelés de faire valoir devant un tribunal les raisons qui peuvent justifier une exemption du service militaire. Les juges de ces tribunaux sont des hommes de réputation intègre, qui connaissent les besoins de l'agriculture, du commerce et de l'industrie dans les milieux qu'ils habitent, et il est certain qu'ils songeront au point de vue économique comme au point de vue militaire dans l'exercice de leurs fonctions.

Il est certain que notre pays peut encore fournir un nombre d'hommes suffisant pour continuer l'œuvre que nous avons entreprise dans cette guerre. Tout le monde sait que cela entraîne de grands sacrifices, mais puisqu'il le faut, en présence de l'en-

nemi terrible qui nous menace, comment pouvons-nous nous dérober à ces sacrifices ?

Quelques-uns nous disent que nous devrions laisser les Etats-Unis fournir des hommes. Ceux qui tiennent ce langage, sont pour la plupart des gens qui n'ont rien fait directement ou indirectement pour la sainte cause. Pareil langage serait bien plus à sa place dans la bouche des Belges et des Français qui ont tout subi depuis que la guerre est commencée, mais ils ne songeront jamais à céder à d'autres ce qui leur a coûté leurs pertes énormes depuis trois ans. La cause de la Belgique et de la France n'est-elle pas la nôtre ? Ne sommes-nous pas directement intéressés et menacés dans cette guerre ? J'oserais dire que nous sommes encore plus menacés qu'elles, car c'est à l'empire britannique que l'Allemagne en veut surtout et, après l'empire britannique, aux Etats-Unis. Si l'Allemagne l'emporte, où sommes-nous ? La France, l'Angleterre et les Etats-Unis seront vaincus. Quel sera notre sort ? Incontestablement, l'Allemagne sera la maîtresse du monde. Si elle exige que le Canada lui soit cédé, quelle puissance pourrait empêcher la réalisation de ses exigences ? N'est-ce pas que ce serait une belle acquisition pour l'Allemagne d'avoir un jeune et riche pays comme le nôtre ? et alors que deviendrait notre vie ? La liberté, dont certains individus abusent, disparaîtrait pour toujours et ce serait pour nous le commencement du régime allemand avec sa discipline de fer. Depuis quarante ans l'Alsace et la Lorraine ont subi ce régime et depuis quarante ans elles n'ont cessé de regarder vers la France pour voir luire l'aurore de leur délivrance. Ne croyez-vous pas que l'Allemagne victorieuse serait plus tentée que jamais d'avoir le Canada afin de se tenir dans le voisinage des Etats-Unis, son ennemi d'aujourd'hui ? L'Allemagne contrôlerait tout le Canada en peu de temps et nous verrions sans doute une émigration nombreuse des Allemands des Etats-Unis vers le Canada. Que deviendrions-nous alors ? Au point de vue canadien-français, ce serait la fin de tout ce que nous aimons. L'Allemagne nous écraserait de sa haine pour tout ce qui est français et nous serions forcés de subir son joug. Sans doute que nos grands patriotes demanderaient souvent le referendum. Quel est l'homme dans ce pays qui accepterait la

domination allemande? Peut-être quelques écervelés qui se disent français, mais n'ont pas un seul bon sentiment pour la France ensanglantée qui fait l'admiration du monde dans sa détermination de vaincre les barbares. Mais toute notre population anglaise et française frémit à la seule pensée que nous pourrions être vaincus, et si le sort des armes nous était défavorable, vous verriez ceux qui se conduisent aujourd'hui en égoïstes, pour satisfaire de mesquins intérêts personnels, devenir aussi malheureux que vous-mêmes.

De quelque façon qu'on envisage la crise actuelle, il faut en conclure qu'une victoire de l'Allemagne serait désastreuse pour nous du Canada comme de l'Angleterre et ses alliés. Il est malheureux de constater certaines difficultés qui séparent présentement les deux races de ce pays, mais ces divisions intestines ne sont pas assez graves pour nous faire cesser d'aimer le drapeau qui flotte sur ce pays depuis 150 ans. La puissance britannique s'est manifestée au monde plus que jamais depuis trois ans. L'Angleterre aurait pu rester neutre dans cette guerre, si elle avait songé à tous les avantages qu'elle pouvait en retirer matériellement, mais elle se serait déshonorée devant l'histoire et nous aurait humiliés pour toujours. Sa grande voix s'est fait entendre à l'Allemagne pour l'empêcher d'exécuter ses projets criminels et depuis trois ans elle n'a cessé de lutter sur terre et sur mer pour vaincre cette puissance terrible et l'empêcher d'arriver à son but. Ses efforts méritent notre reconnaissance et notre admiration. Grâce à la valeur de ses braves marins, elle a tenu libres les mers du monde et, pour nous, cela a voulu dire jusqu'ici l'abondance. Sans la marine anglaise, nous aurions eu la plus grande détresse de notre histoire et nous aurions été les victimes de la flotte allemande. Il est toujours facile de trouver des griefs, mais ils ne sont pas assez graves pour m'empêcher d'aimer notre drapeau et j'espère que le jour viendra où il flottera de nouveau sur un Canada uni où les sujets britanniques d'origine anglaise et française se comprendront mieux pour conduire notre pays vers ses destinées.

Malgré ces griefs, je dis à mes compatriotes que nous devons faire notre devoir envers notre patrie. Ce n'est pas pour ceux qui nous traitent injustement que nous nous battons, mais pour notre pays en danger. L'important pour le moment, c'est de prouver que nous comprenons nos responsabilités aussi bien que nos droits et, si nous faisons notre devoir, nous aurons plus de force dans nos réclamations. Gardons-nous bien de perdre les sympathies de la majorité de ce pays, car nous perdriions en même temps les sympathies des peuples alliés, et cela nous exposerait aux plus graves ennuis pour l'avenir. Ceux qui se moquent de l'isolement, sont des hommes appelés à disparaître bientôt, mais la race restera, et c'est notre devoir de lui préparer un avenir qui nous vaudra sa reconnaissance.

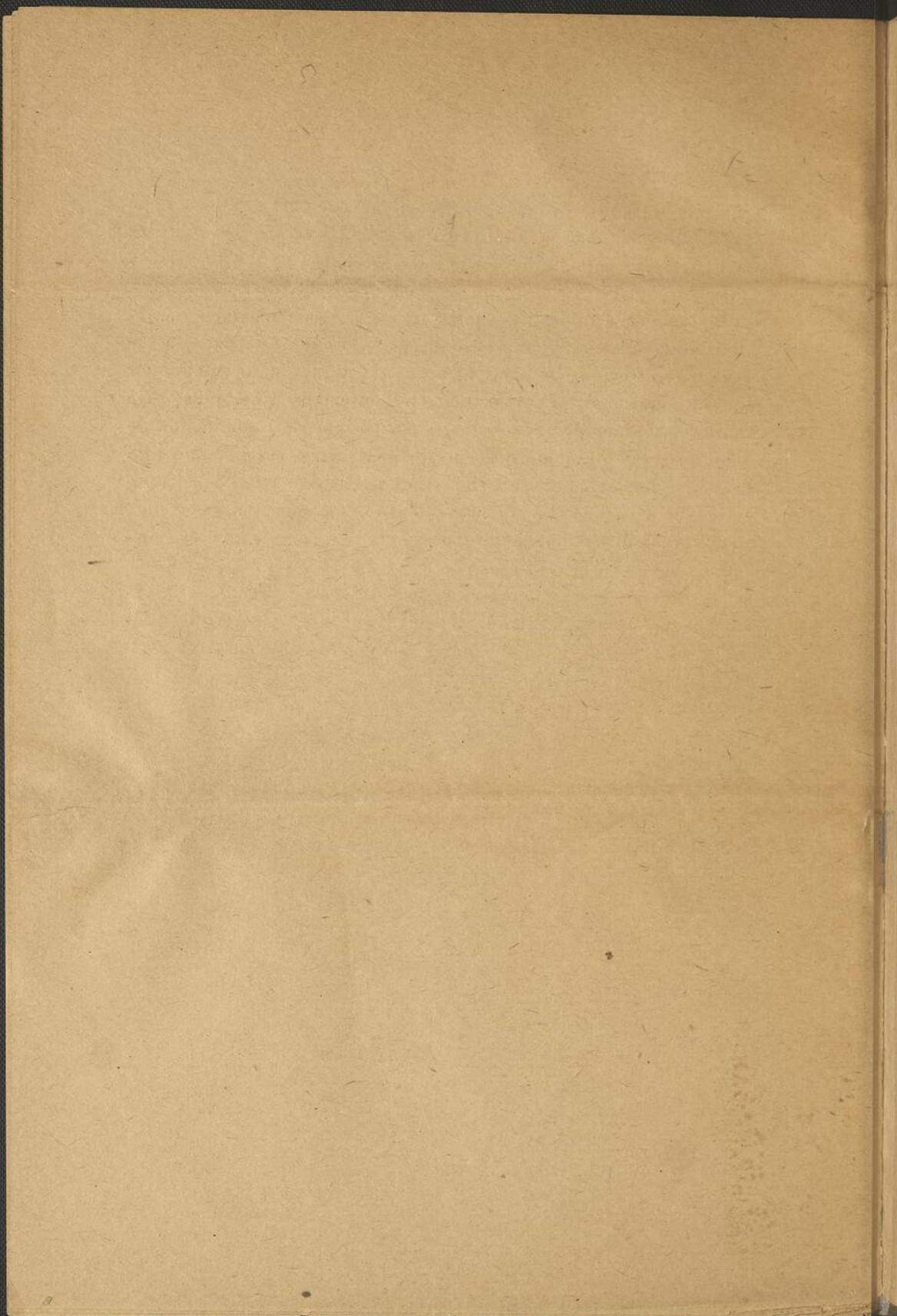
Jamais le monde n'a connu des temps troublés comme ceux que nous traversons. La guerre a fait des millions de victimes, a ravagé des pays riches et prospères et fait régner la terreur sur la terre. Le génie humain se dépense en œuvres de destruction depuis trois ans et pas une voix ne peut se faire entendre pour rétablir la paix tant désirée. C'est notre ennemi qui a déchaîné ce fléau et il est impossible aux puissances alliées de céder devant ses ambitions effroyables. La cause de la justice, de la civilisation et de la liberté est de notre côté. Dans tous les pays, les hommes s'unissent pour combattre l'ennemi commun, et là où les hommes ont mis leurs ambitions personnelles avant la patrie, des divisions désastreuses se sont manifestées. Nous connaissons les tristes événements de Russie et d'Italie, et ils devraient nous ouvrir les yeux. Gardons-nous de rendre notre cher Canada la victime des mêmes désordres afin d'éviter des malheurs irréparables. L'Angleterre, la France et les Etats-Unis ont fait appel à leurs hommes de tous les partis politiques pour conjurer le danger qui les menace. C'est dans l'union que le Canada peut trouver le salut, et prions Dieu qu'il nous unisse devant l'ennemi commun.

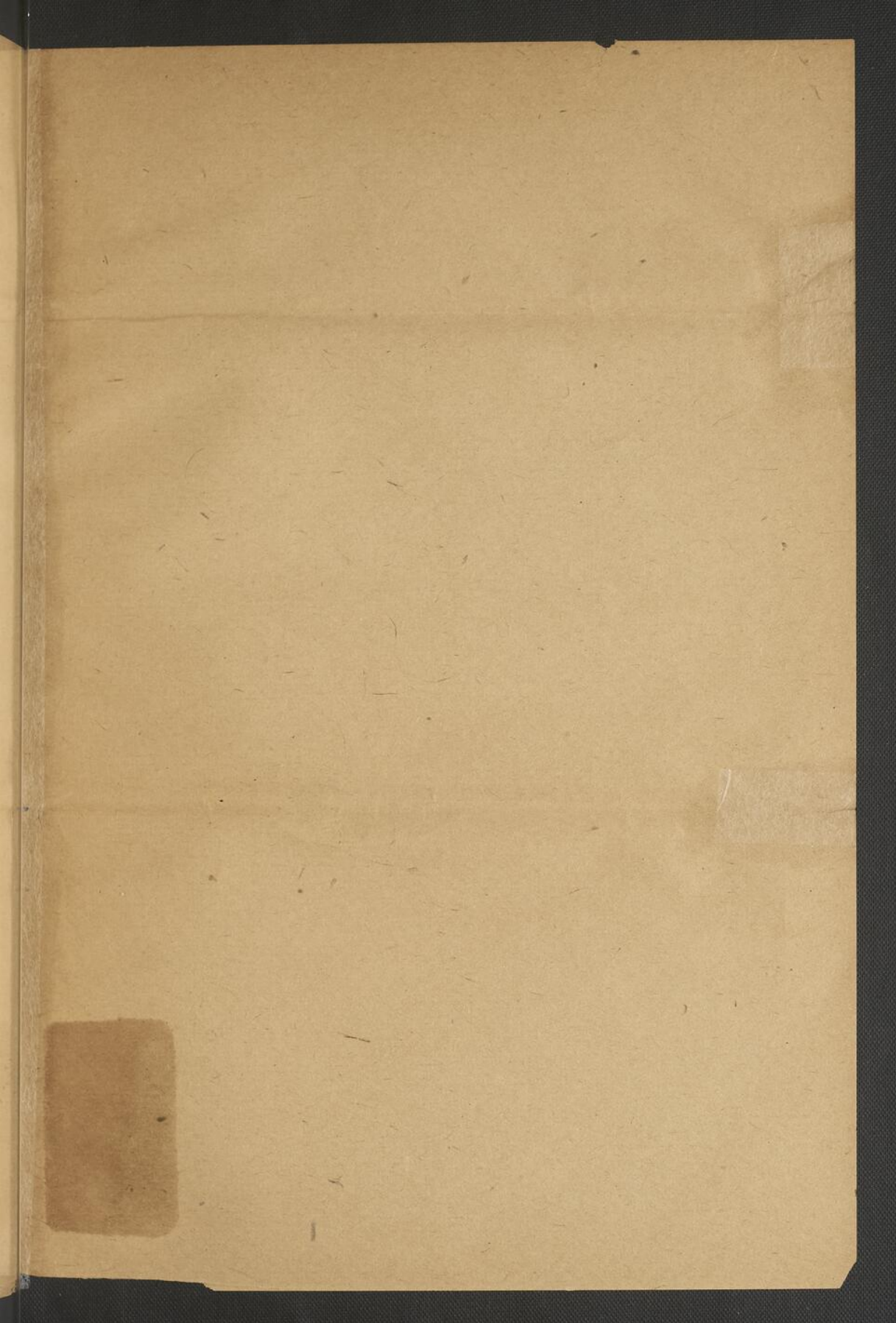
Cette union, le premier ministre l'a offerte à Sir Wilfrid Laurier, aux conditions les plus généreuses, en mettant à sa dis-

position la moitié des ministères. Pour ma part, j'aurais cédé volontiers ma place à un libéral canadien-français. Si Laurier avait accepté cette union, il aurait fait plus que dans toute sa carrière pour rétablir l'harmonie entre les deux races de ce pays, et le Canada ne subirait pas aujourd'hui le triste spectacle de nos divisions. D'autres hommes dans la vie publique et dans la vie privée ont renoncé à leurs attaches politiques pour contribuer au salut national. La voix de leur conscience a été plus forte que celle de leur parti, et leur geste est digne de l'admiration de tout le pays. Je suis appelé à travailler avec ces hommes afin d'aider à nos chers absents dans les tranchées et aussi à la population du Canada. La tâche est lourde, spécialement pour moi, dans les conditions où je me trouve, mais je compte sur les hommes de bonne volonté, et plus particulièrement sur vous, pour avoir le courage de faire mon devoir jusqu'au bout. Travaillons ensemble sans relâche contre le flot de préjugés, de passions et d'injures, et répétons souvent comme nos soldats, que nous ne sommes pas découragés.

Il y a dans cette division des centaines de femmes que la guerre a cruellement affectées. Elles ont souffert depuis trois ans au souvenir des chers absents, mais jamais une plainte n'est sortie de leur bouche. Je m'incline avec respect devant leur courage et leur héroïsme. L'histoire dira que la grande part prise par les femmes dans la terrible épreuve que nous traversons a puissamment contribué à la victoire.







BNQ



C 000 098 912

